

**Avis n° 04-306**  
**de l'Autorité de régulation des télécommunications**  
**en date du 25 mars 2004**  
**sur les décisions tarifaires de France Télécom**  
**n° 2004017 relative à la modification des tarifs de l'offre « Présentation du Numéro »**  
**et n°2004018 relative à la création de deux bouquets de services**

L'Autorité de régulation des télécommunications,

Vu le code des postes et télécommunications, et notamment son article L. 36-7 ;

Vu l'article 17 du cahier des charges de France Télécom approuvé par le décret n° 96-1225 du 27 décembre 1996 ;

Vu la demande d'avis de France Télécom reçue le 18 février 2004 ;

Vu les éléments d'information complémentaires fournis par France Télécom le 15 mars 2004 ;

Après en avoir délibéré le 25 mars 2004,

## **1. Description de la décision tarifaire**

La décision tarifaire n° 2004017 porte sur l'augmentation du prix de la prestation « Présentation du Numéro » de 1,25 euros hors taxes à 1,67 euros hors taxes, en métropole et dans les départements d'outre-mer, pour les contrats « Abonnement principal » et les contrats « Professionnel ».

La décision tarifaire n° 2004018 est relative à la création de deux bouquets :

- « Présentation du Numéro » et « Signal d'Appel » ;
- « Présentation du Nom » et « Signal d'Appel ».

Le prix mensuel de ces bouquets est de 2,38 euros hors taxes sur toute la France.

Cette deuxième décision tarifaire s'inscrit dans le prolongement de la promotion tarifaire portant sur ces deux même bouquets de services qui s'est déroulée du 1<sup>er</sup> octobre au 31 décembre 2003<sup>1</sup>.

## **2. Analyse de l'Autorité**

### ***a) Sur le tarif de la prestation « Présentation du Numéro »***

Cette prestation ne peut être fournie que par l'opérateur de boucle locale. Sur le segment de marché des accès analogiques, France Télécom possède un part de marché de plus de 95%.

---

<sup>1</sup> Voir avis 03-911 du 24 juillet 2003 sur la décision tarifaire 2003085

France Télécom justifie cette augmentation par « *sa stratégie de développement des usages du téléphone fixe[et son souhait de] promouvoir la diffusion du service « Présentation du Nom », en réduisant l'écart de tarif qui existe avec le service « Présentation du Numéro ».*

Les informations fournies par France Télécom permettent d'estimer le taux de marge actuel de cette prestation à plus de 50%. Dans ces conditions, et en l'absence de concurrence, l'augmentation de plus de 33% que projette France Télécom n'est pas dans l'intérêt des consommateurs. France Télécom peut, tout en conservant une marge raisonnable sur cette prestation, baisser le prix de la prestation « Présentation du Nom » d'un montant équivalent à la hausse qu'elle souhaite faire sur la prestation « Présentation du Numéro ». Ceci permettrait de rapprocher ces deux tarifs, en préservant aux mieux les intérêts des consommateurs.

#### ***b) Sur la création de bouquets de services***

L'offre proposée est équivalente à une remise de :

- 18% sur les prestations « Présentation du Numéro » et « Signal d'Appel » par rapport aux tarifs prévus dans la décision tarifaire 2004017 ;
- 5% sur ces mêmes prestations aux tarifs actuels ;
- 25% sur les prestations « Présentation du Nom » et « Signal d'Appel », prises séparément.

Etant donné les taux de marges estimés ci-avant, l'Autorité ne s'oppose pas à de telles remises. Dans l'éventualité où France Télécom souhaiterait créer un bouquet « Présentation du Numéro » et « Signal d'Appel », alors que le tarif de la prestation « Présentation du Numéro » resterait à 1,25 euros hors taxes, un tarif ajusté de façon à maintenir une remise de 18% ne soulèverait pas de difficultés.

### **3. Conclusion**

Dans ces conditions, l'Autorité émet un avis défavorable sur la décision tarifaire n° 2004017 et favorable sur la décision tarifaire n° 2004018 de France Télécom.

Le présent avis sera transmis d'une part au ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et à la ministre déléguée à l'industrie, et d'autre part transmis pour information à France Télécom. Il sera mentionné au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 25 mars 2004.

Le Président

Paul Champsaur